

L'émotion humanitaire permet-elle le débat public ?

Un point de tension des démocraties modernes

Entretien avec Denis Maillard*

L'action et la communication humanitaires mobilisent fréquemment une logique de la compassion. Est-il encore possible de débattre sur des thèmes ainsi amenés dans l'espace public ? La difficile articulation entre mobilisation émotionnelle et discussion rationnelle n'est pas qu'une question de méthode : elle révèle une tension inhérente aux démocraties modernes, entre le principe d'égalité et sa dimension empathique, d'une part, et d'autre part une liberté vécue comme indépendance.

Du fait des médias, mais aussi de stratégies militantes, un certain nombre de questions sociales sont érigées en « grandes causes » et abordées principalement sous le mode de l'émotion. Peut-on y voir un danger pour la qualité du débat public ?

Il est certain que les règles du jeu démocratique sont censées faire appel à la raison, et que l'une des conditions théoriques requises pour une délibération de qualité est la sérénité des débats. Pourtant, la réalité de la vie démocratique est aussi faite de passions, de débats qui s'enflamment, de focalisation sur des personnes ou des événements symboliques. Le débat d'idées et les arguments rationnels s'articulent à un fond de convictions, d'indignation, de valeurs, sur lesquelles les acteurs de la vie démocratique peuvent à bon droit refuser de transiger.

Que l'émotion immédiate puisse brouiller la discussion ou bouleverser l'agenda public, que la réponse à cette émotion puisse se traduire en politiques publiques mal adaptées, nous en avons de nombreux exemples : on pourrait ainsi évoquer l'action spectaculaire autour des SDF en 2006 et la loi DALO votée dans la foulée, avec des résultats concrets très décevants, mais au fond pas surprenants. La stratégie gagnante des Don Quichotte, qui en rendant « visibles » les SDF ont également imposé dans le débat public des représentations simplifiées d'une question éminemment complexe, a court-circuité les associations et les mouvements qui portaient des arguments plus élaborés. Dans un autre registre, les débats récents sur le Téléthon ont attiré l'attention sur la hiérarchie des « causes » : une réussite médiatique et un succès en termes de *fundraising* peuvent conduire à assécher le terrain des dons et à affaiblir d'autres causes.

En fait, ce n'est pas tant le rôle moteur de l'émotion que la place et la qualité des arbitrages qui est en question, ici. On le voit bien, l'action des Don Quichotte a aussi permis de réunir et de coordonner des acteurs qui intervenaient chacun dans leur coin sans concertation sur un même problème, celui des sans abri. L'émotion est indiscutablement un moteur de l'action publique. Mais la question est d'être en mesure d'articuler l'étape de l'émotion et celle de la décision.

Est-ce alors en termes de gouvernance, ou de procédures, que l'on peut répondre à ce « désordre des passions » qui bouleverse l'ordre démocratique ?

Il y a certainement des progrès à faire en ce sens, même si l'on pourrait également raisonner en termes de responsabilité des acteurs : après tout, rien n'oblige les politiques à donner une réponse irrationnelle à une demande émotionnelle.

Mais il me semble que les tensions entre les passions publiques et la démocratie sont plus profondes, et qu'en un sens elles sont structurelles. C'est en réalité en chacun de nous que se

* Denis Maillard a été responsable de la communication de Médecins du monde et secrétaire général d'Aide médicale internationale, avant de rejoindre le comité de direction de l'Unedic. Il a notamment publié *L'humanitaire, tragédie de la démocratie* (Michalon, 2007).

joue une rencontre qui n'oppose pas tant émotion et raison qu'indifférence démocratique et conscience archaïque du « corps social ».

La modernité se caractérise par une forme particulière de liberté qui offre à l'individu la possibilité d'ignorer qu'il vit en société : chacun a le droit de poursuivre ses activités privées et de laisser de côté (ou aux spécialistes) les affaires publiques et la politique. C'est ce que Benjamin Constant nommait la « liberté des Modernes », et qu'il définissait par une forme d'indépendance. Tocqueville en donne une description quelque peu pessimiste dans son grand livre *De la démocratie en Amérique*, avec l'horizon possible d'une absolue indifférence aux affaires publiques. Le règne de l'homme privé, en quelque sorte.

Parallèlement, les sociétés démocratiques modernes sont fondées sur l'idée d'une égalité juridique, avec l'horizon d'une égalité des conditions (égalité d'accès aux études, par exemple). L'homme démocratique peut ainsi voir en autrui un semblable, un égal, ce qui n'est pas vrai dans d'autres sociétés. Il répugnera aux souffrances qu'on lui inflige et aux inégalités les plus criantes.

S'esquisse ainsi une sorte de paradoxe, qui est en réalité une tension dynamique : je peux ainsi « oublier » que je vis en société jusqu'à ce que mon indépendance privée soit troublée par la souffrance d'autrui. Cette compassion démocratique a pour effet de me « rendre », pour ainsi dire, à la société. Celle-ci est alors chargée de remédier immédiatement au scandale de cette souffrance.

On rejoint alors le politique...

Oui, et c'est bien pour cela que je définis l'humanitaire, qui est le lieu même de cette tension dynamique, comme une passion démocratique. Ce qui s'y joue est caractéristique de nos sociétés démocratiques modernes : sur fond d'indifférence et d'une perception d'indépendance par rapport au corps social, l'idée d'égalité apparaît comme le vecteur d'un « retour de l'autre », quand le spectacle de sa souffrance ou ses conditions de vie le ramènent dans la sphère de nos intérêts.

Néanmoins si la demande que nous adressons alors à la société et aux représentants est éminemment politique, elle se formule pourtant dans un langage qui ne l'est pas, celui de l'action d'urgence ou des ONG. On pourrait dire ainsi que l'individu compassionnel rabat l'action politique sur l'action humanitaire.

C'est ici aussi que les ONG rencontrent une autre instance de critique sociale avec laquelle ils entretiennent une relation étroite : les médias. Pour comprendre le lien des ONG aux médias, il est important de comprendre ce qui les unit profondément : ils sont tous les deux des instances de représentation et de critique de la société démocratique. À côté de l'espace public politique, où les opinions se confrontent et où le conflit politique se met en scène – de manière classique au Parlement –, on trouve un espace public médiatique où s'élabore, là aussi, une mise en scène de la société et de ses conflits. Dans le premier lieu, on discute de ce qu'il faut faire pour résoudre les difficultés qui se posent à la société et la transformer ; dans le second, il s'agit avant tout de les montrer et de les dénoncer.

En un sens, le militant a donc autant besoin du journaliste que le journaliste compte sur le militant. Leur rencontre se noue dans cet écart et autour d'une figure devenue centrale depuis quelques années, celle de la victime.

Nous en revenons alors au politique : car si cette représentation de la personne humaine en victime peut nourrir un témoignage, elle ne saurait constituer l'horizon de l'action politique. Il me semble que si celle-ci peut et doit sans doute partir d'une analyse faisant la part des fatalités sociales ou biologiques, elle a vocation à s'en départir et à proposer un autre horizon.

L'action politique est en charge de résoudre la question de la non adhérence de la société à elle-même, c'est-à-dire de la différence que nous pouvons tous constater entre ce qui existe au présent et ce qui devrait advenir demain.

La difficulté, c'est que dans les sociétés démocratiques le répertoire philosophique pour penser l'être et le devoir être de la société est le même : pour résumer, c'est ce que l'on appelle les droits de l'homme. Ceux-ci indiquent à la fois ce que nous sommes (une démocratie libérale) et ce que nous voudrions être (une société encore plus démocratique et encore plus libérale – au sens politique du terme). Cet écart, inscrit à l'intérieur même des droits de l'homme, est celui de l'indignation, celui où s'engouffre aussi le militantisme politique ou associatif ainsi que toutes les utopies qui ne s'expriment donc plus au futur mais au présent (de l'impératif). Ici, règnent l'émotion et le temps court. Ici, devraient advenir, au contraire, le calcul à long terme, la raison et finalement la dimension tragique de l'existence humaine : la réconciliation est à tout jamais impossible.

Propos recueillis par Richard Robert